

La «vérification» (l'encadrement biographique communiste dans l'entre-deux-guerres)

In: Genèses, 23, 1996. Histoire politique, histoire du politique II. pp. 145-163.

Résumé

■ Claude Pannetier, Bernard Pudal : La «vérification» (l'encadrement biographique communiste dans l'entre-deux- guerres). Sous l'expression, au singulier, d'autobiographie communiste d'institution, se cachent en réalité, entre 1920 et 1939, plusieurs types d'autobiographies, éla borées dans des contextes différents, avec des visées elles-mêmes différentes. Du «modèle» soviétique à son adaptation et mise en œuvre française, une technologie complexe d'évaluation des cadres communistes est progressivement mise au point par la commission des cadres, entre 1931 et 1939, afin de «vérifier» les militants. L'analyse du schéma d'auto-biographie, celle des «évaluations» (individuelles et collectives) portées ainsi que les données que nous possédons sur la progressive mise en place de la commission des cadres, permettent d'objectiver la conception de la biographie qui animait les cadres évaluateurs chargés de décider de la qualité de l'esprit de parti, des aptitudes et/ou des pré-dispositions à l'hétérodoxie des militants qu'ils «vérifiaient».

Abstract

Verification (Communist biographical supervision between the wars). Beneath the expression "institutional Communist autobiography" in the singular, there were in fact many types of autobiography between 1920 and 1939, drafted in different situations with different aims. From the Soviet "model" to its adaptation and implementation in France, a complex technology for assessing Communist cadres was gradually perfected by the cadre commission between 1931 and 1939 in order to "verify" militants. By analyzing the autobiography outline for individual and collective "assessments" carried out as well as the information we have on how the cadre commission was gradually set up, we can objectify the conception of biography in the minds of the cadre-assessors in charge of evaluating the quality of party spirit, aptitudes and/or predispositions to heterodoxy among the militants they "verified".

Citer ce document / Cite this document :

Pannetier Claude, Pudal Bernard. La «vérification» (l'encadrement biographique communiste dans l'entre-deux-guerres). In: Genèses, 23, 1996. Histoire politique, histoire du politique II. pp. 145-163.

doi : 10.3406/genes.1996.1392

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1996_num_23_1_1392

La «vérification» (l'encadrement biographique communiste dans l'entre-deux-guerres)

Claude Pennetier, Bernard Pudal

Persée
BY:
\$
= creative commons

Le contrôle biographique

De nombreuses sources manquent encore pour écrire une histoire de la «politique du personnel» de cette entreprise partisane qu'est le PCF. Les dossiers de militants que possède le CRCEDHC de Moscou, partiellement accessibles, en offrent néanmoins une voie d'accès privilégiée, grâce en particulier aux autobiographies que les militants devaient rédiger sur la base d'un «schéma d'autobiographie». Les questionnaires ¹ (74 questions en 1933 puis 78 en 1937) couvraient tous les aspects de la vie sociale, culturelle, militante, professionnelle et idéologique. Ils guidaient le récit autobiographique dans le contexte très particulier d'un parti politique exigeant une remise de soi d'autant plus librement consentie qu'elle s'inscrivait souvent dans un engagement révolutionnaire aux dimensions mondiales, fondé sur la discipline et le don de soi. Cette «sollicitation» d'exercice autobiographique prend place, d'un côté, dans un ensemble de visées institutionnelles relevant d'une politique du personnel aux facettes multiples, spécifique à l'institution communiste. D'un autre côté, les modes d'appropriation du schéma autobiographique varient suivant les militants concernés ; les modalités et les degrés de remise de soi sont non seulement diverses et parfois feintes, les maîtrises du code autobiographique sont plurielles². Chaque autobiographie résulte donc d'une transaction complexe entre l'institution et le militant.

Le contrôle biographique n'est certes pas spécifique aux partis communistes. Renvoyant aux processus d'individuation caractérisés par l'émergence progressive d'une nouvelle économie psychique fondée sur le clivage du moi, et donc sur les possibilités de dissimulation qu'il secrète, le contrôle biographique s'inscrit dans une histoire de longue durée – celle des multiples registres du secret en politique et celle de l'élaboration de savoirs d'Église et d'État relatifs aux individus. Les autobiographies commu-



1. Cf. annexes de notre thèse, 1986 (B. Pudal), AN F7 131. Questionnaire joint à une note de police datée du 10 août 1933. Document n°1.

2. Cf. dans ce numéro de *Genèses* «Écrire son "autobiographie" (Les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939, pp. 53-75)».



3. Cf. Jean-Paul Molinari, *Les Ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au communisme*, L'Albaron, 1991.

4. Jean Peneff, l'un des premiers, s'était interrogé dans sa thèse sur les possibilités d'exploitation scientifique de ce matériel autobiographique. «Si de tels documents étaient accessibles aux chercheurs, ils seraient d'une grande valeur pour connaître le recrutement et le fonctionnement des organisations.» (p. 56) ; cf. aussi Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du PCF*, qui compare cet exercice autobiographique et la confession : «Comme dans la confession, la "bio" donne prise sur l'individu. L'organisation qui dispose, par ailleurs, d'informations sur le militant, non seulement teste sa sincérité mais peut moralement l'assujettir ou le contraindre en le menaçant de révéler à l'ensemble des membres des choses oubliées ou cachées».

5. Georges Haupt, Jean-Jacques Marie, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, 1969, p. 8.

6. *Ibid.*, p. 8.

7. Ces autobiographies à la troisième personne expriment vraisemblablement aussi une certaine répugnance à parler de soi à la première personne, signe déjà pour ces militants révolutionnaires d'une complaisance coupable à l'endroit d'Égo, donc d'une surestimation petite bourgeoise ou bourgeoise du rôle des individus. Cette éthique militante était largement partagée, cf. B. Pudal, *Prendre Parti*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

8. Sur ces questions, cf. Marc Ferro, *Des Soviétiques au communisme bureaucratique*, Paris, Gallimard/Julliard, 1980 ; Nicolas Werth, *Histoire de l'Union Soviétique*, Thémis, Dalloz, 1992 ; T.H. Rigby, *Political Elites in the USSR*, Edward Elgar, 1990.

9. T. H. Rigby, *op. cit.*, «it is a fact that possession of a party card could give a vital advantage in the competition for jobs, housing, improved rations and security», p. 49.

10. Cf. T. H. Rigby, *op. cit.*

11. Nicolas Werth, *Être communiste sous Staline*, *op. cit.*, p. 212.

nistes d'institution ne sont, de ce point de vue, qu'un cas particulier des contrôles biographiques d'institution. Replacée dans cette perspective, l'autobiographie communiste d'institution, parce qu'elle peut relever du secret de parti, s'analyse aussi à la lumière du fonctionnement spécifique de l'institution communiste comme institution évolutive, caractérisée diachroniquement par une fermeture organisationnelle de plus en plus accentuée. Mais une institution qui reste néanmoins ouverte : un parti politique, fondé sur l'engagement libre de ses adhérents, sur la pluralité des modalités d'adhésion³, faisant appel à des individus capables de rompre avec les sociodictées légitimant l'ordre social – mais aussi de se soustraire à l'institution communiste elle-même. L'histoire du PCF, il ne faut jamais le perdre de vue, c'est aussi l'histoire de ceux qui en ont été exclus ou qui l'ont quitté, après des périodes parfois longues d'un engagement apparemment sans failles.

Le modèle vient de loin

Sous l'expression, au singulier, «d'autobiographie communiste d'institution» se cachent en réalité plusieurs types d'autobiographies, élaborées dans des contextes différents, avec des visées elles-mêmes différentes⁴. Dans la mesure où cette pratique est transplantée d'URSS en France, où elle rencontre un terrain favorable, il peut être utile de rappeler certains des usages qui en furent faits en URSS.

Contre une conception considérée comme bourgeoise de l'histoire, les bolcheviks, après octobre 1917, répugnaient à toute mise en valeur du destin individuel, selon l'adage qu'Olmanski aurait formulé ainsi : «En principe, chez nous, les Bolcheviks, on ne fait la biographie d'un camarade qu'après sa mort»⁵. Très vite néanmoins, l'évocation du passé révolutionnaire et la glorification de la

révolution d'Octobre conduiront à la publication de «multiples dictionnaires biographiques collectifs»⁶ contenant des autobiographies ou des biographies «autorisées» (c'est-à-dire souvent des autobiographies à la troisième personne)⁷. Cette période d'autobiographies ou de biographies autorisées s'inscrit dans le travail de légitimation, mais aussi de délimitation, des nouvelles élites dirigeantes appelées à occuper les multiples positions de pouvoir du régime soviétique. Sans doute devint-elle de plus en plus inadaptée au fur et à mesure que la vieille garde bolchevique, ou plus simplement les communistes d'avant 1917 – qui ne représentaient déjà qu'un faible contingent – étaient soit éliminés dans les luttes internes, soit réduits à la portion congrue sous l'afflux des adhérents postérieurs à la révolution. On sait aujourd'hui que les années 1918-1930 se caractérisent par une extrême confusion dont l'un des aspects n'est autre que la concurrence exacerbée entre les différents centres de pouvoir et les multiples prétendants aux rôles dirigeants, locaux, régionaux ou nationaux⁸. À partir des années trente, ces biographies collectives édifiantes disparurent de la circulation au fur et à mesure que la vieille garde bolchevique était décimée par les purges stalinienne et que la réécriture de l'histoire «s'imposait», faisant place à de courtes notices, constamment révisées et épurées, dans *l'Encyclopédie soviétique*. En lieu et place, tendanciellement, une seule «biographie» individuelle tint alors le haut du pavé, celle de Staline, tandis que s'inventait une histoire officielle d'un individu «collectif», celle du PC (b) de Russie.

Ces autobiographies et biographies autorisées conféreront au contrôle biographique des membres du PCUS, qui se met en place dans le cadre des purges périodiques dont ce dernier fit l'objet durant l'entre-deux guerres, son «style» sociologique. Ce contrôle biographique, de plus en plus bureaucratique, concerne peu à peu l'ensemble des adhérents du PCUS : l'élite

politique se défiait de l'élite sociale qu'elle suscitait. Dès 1919, le contrôle s'instaure. Comme le souligne T. H. Rigby, en 1918-1919, on constate un accroissement sans précédent des adhésions à un moment où «la possession de la carte du parti pouvait procurer effectivement un avantage décisif dans la compétition pour l'emploi, le logement, les rations alimentaires et la sécurité personnelle»⁹. Le VIII^e Congrès du PCUS (mars 1919) décide de procéder à une première purge de grande ampleur qui aboutira à l'exclusion de 150 000 adhérents et imposera le recrutement ouvrier (sans doute plus idéologique qu'effectif si l'on en croit le pourcentage des membres du parti qui sont fonctionnaires ou militaires¹⁰). D'autres purges suivront périodiquement jusqu'en 1935, puis continûment de 1935 à 1938. Dans cette «civilisation du rapport» (N. Werth) qui s'instaure progressivement, l'autobiographie devient l'un des documents du contrôle bureaucratique-politique. Elle est prise dans les enjeux des «vérifications», enjeux très variables suivant les moments et les logiques sociales à l'œuvre : du conflit «privé», traduit dans des logiques idéologiques, aux luttes concurrentielles, à teneur idéologique plus ou moins caractérisée, des élites politico-bureaucratiques. Le clientélisme se pare alors fréquemment de savants prétextes. Pour Nicolas Werth, les purges ont une triple fonction : maintenir la fiction d'un parti-élite, assurer le monolithisme idéologique du parti, rechercher des responsables aux difficultés.¹¹ La stalinisation du PCUS et du mouvement communiste international s'apparente en effet à une fuite en avant, qui est masquée par le recours croissant à une herméneutique cryptique corrélative du resserrement de l'élasticité de l'institution partisane (centralisme démocratique, fonctionnement cloisonné des instances de décision, hantise du fractionnisme, climat de défiance exacerbée au nom de l'esprit de parti, etc.). La dénon-



12. *La voix du peuple au Parlement*, numéro spécial des *Cahiers du bolchevisme*, 1936.

13. Sous le pseudonyme d'Alfred Bernard, il publia, en russe, *La Génération léniniste du prolétariat français*, 1925.

14. «N'est-il pas lumineux ce tableau de morceaux choisis ouvriers et ce tact fin avec lequel l'ouvrier cherche grâce au marxisme-léninisme une explication à sa révolte ?»... Nous remercions Claude F. Poliak qui a pris la peine de nous traduire le texte d'Alfred Kurella, traduction qui fonde les remarques que nous avons faites.

15. Cité par Danièle Tartakowsky, *Les Premiers communistes français*, Paris, Presses de la FNSP, 1980, p. 85.

16. Ambiguïté que l'on peut illustrer par l'étrange aveu que Jacques Duclos fait dans l'autobiographie qu'il rédige à Bobigny : «L'esprit de révolte qui m'animait étant soldat se modifia. J'en vins à souhaiter par des mesures de douceur que des méthodes nouvelles soient mises en vigueur dans les rapports des hommes entre eux. Je tombais dans le pacifisme bêlant, mais des influences extérieures jouèrent un grand rôle dans ma section de l'ARAC, des membres du Comité de la III^e Internationale et dans mes conversations petit à petit je sentais que mes bases n'étaient pas solides, je doutais de moi-même» (CRCEDHC, 495 270 81). Dans les citations, nous avons décidé de respecter l'orthographe des textes cités.

17. Rappelons le texte de Marx et Engels : «Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience. Dans la première façon de considérer les choses, on part de la conscience comme étant l'individu vivant, dans la seconde façon, qui correspond à la vie réelle, on part des individus réels et vivants eux-mêmes et l'on considère la conscience uniquement comme leur conscience.», *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions Sociales, 1968, p. 51.

18. Henri Vaysse, CRCEDHC, Autobiographie du 19 mai 1933 (22 p.), 495 270 4963 : «Mes parents sont de la classe ouvrière la plus authentique et la plus exploitée. Leur souche à l'un comme à l'autre est paysanne, de la paysannerie pauvre. Par toutes mes racines donc je plonge dans le prolétariat».

19. Léonard Lacour, qui rédige le 14 novembre 1933 sa «biographie», a un important passé anarchiste. Son évaluation signale qu'il «a résisté à plusieurs reprises pour appliquer les décisions de la CCP. Raisons ? Survivances anarchistes ?», CRCEDHC, 495 270 977.

20. Bien que «très dévoué et fidèle» ainsi que le note «Jean» (Maurice Thorez) à Moscou le 15 mars 1943, Henri Gourdeaux, a aussi des «tendances social-démocrates», CRCEDHC 495 270 50.

ciation de groupes occultes puis les procès seront autant de procédés censés administrer la preuve du bien-fondé d'une théorie conspiratoire de l'histoire.

La génération léniniste du prolétariat français, d'Alfred Kurella

En France, le PC a connu une semblable évolution, de l'autobiographie collective édifian- te au contrôle biographique. Mais les auto- biographies autorisées, celles de *La Généra- tion léniniste du prolétariat français* que publie Alfred Kurella en URSS, ont été intégrées à la propagande intérieure soviétique... Il faudra attendre le Front populaire pour qu'une bro- chure, en français, fondée sur un collectif bio- graphique, vienne vanter les mérites de l'élite du parti, en l'occurrence des parlementaires¹². La brochure que publie Alfred Kurella en 1925 s'inscrit par conséquent dans la légiti- mation du personnel politique soviétique¹³. Par un étrange chassé-croisé, la bolchévisation trouve en France, dans la composition des élèves de l'école de Bobigny, une concrétisa- tion exemplaire réexportée à Moscou.

Nommé le 24 juillet 1924, par le secrétariat du comité exécutif de l'IC, directeur du travail d'éducation en France, Alfred Kurella dirige les écoles centrales de Bobigny (1924) et de Clichy (1925), et publie les autobiographies qu'il a suscitées. Le contexte soviétique de cette publication n'est autre que l'âpre bataille qui fait suite à la mort de Lénine et qui aboutira à la rupture de la Troïka en 1926. Au-delà du pathos ouvriériste, particulière- ment accentué dans cette brochure¹⁴, se des- sine un projet explicite d'analyse des profils sociologiques des cadres communistes.

«Les camarades, commente Kurella, ont surtout été formés idéologiquement et pratique- ment pendant la guerre ; l'avantage, c'est qu'ils ne sont pas gênés par des tendances social- démocrates et syndicalistes ; mais le désavan- tage, c'est que la plupart du temps, ils n'ont

point de liaison avec le passé du mouvement révolutionnaire de leur pays et ne possèdent qu'une formation marxiste très faible"»¹⁵.

Indépendamment des «résultats» de ces écoles et de cette «génération léniniste» (beaucoup ne firent qu'une brève carrière au PC), reste que cette brochure, et l'ensemble des discours tenus sur les cadres communistes, témoignent de la recherche du profil «idéal» du cadre bolchevique à la française – en une période où, par définition, le passé de tout militant pose problème, soit qu'il ait été anarchiste ou anarcho-syndicaliste, ou, pire, «réformiste», soit encore à cause de sa jeunesse ou d'un engagement provoqué par la guerre, engagement non dénué d'ambiguïté¹⁶. La théorie «marxiste» du cadre révolutionnaire que met en œuvre Kurella (qui se résume pour l'essentiel à cette thèse à laquelle il se réfère explicitement : ce n'est pas la conscience qui détermine l'être social mais l'être social qui détermine la conscience¹⁷) vient habiller un sens sociologique partisan qu'il est important de connaître – dans la mesure où il constitue le substrat sociologique des évaluations portées ensuite sur les communistes, mais aussi parce qu'il constitue une sorte de vulgate qui code les récits autobiographiques, dont ont une connaissance plus ou moins grande les militants et cadres communistes et qu'ils reprennent plus ou moins explicitement à leur compte. L'origine ouvrière et l'appartenance à la classe ouvrière sont érigées en quartiers de noblesse, comme en témoigne l'autobiographie du secrétaire de mairie Henri Vaysse (1933)¹⁸ (à la condition néanmoins que ces facteurs produisent leurs effets, non seulement celui de prédisposer à défendre «les intérêts de la classe ouvrière», mais aussi des effets éthiques : refus du carriérisme, ouvriérisme, sens de la discipline). Le passé idéologique est suspect d'avoir laissé sa marque dans les attitudes : une propension à l'indocilité pour les anarchistes¹⁹, une éthique ouvriériste atténuée pour ceux qui ont trop

longtemps fréquenté les «réformistes petits-bourgeois»²⁰. La jeunesse n'est pas une qualité dénuée d'ambivalence : si elle signe l'absence d'un passé compromettant, elle indique aussi l'inexistence ou la maigre teneur d'une expérience effective des luttes ouvrières, syndicales ou politiques. Quant à l'appartenance à la classe ouvrière, elle peut aussi signifier une inaptitude culturelle préjudiciable dans la mesure où le cadre communiste doit aussi être marxiste, propagandiste, etc. L'usage des autobiographies de 1924 ne se limite pas à cette fonction propagandiste. Dès ces années, biographies et autobiographies s'inscrivaient aussi dans la politique d'encadrement des responsables techniques et politiques du Komintern. L'autobiographie de 1924 de Jacques Duclos sera, par exemple, l'une des multiples pièces de son dossier²¹.

Les autobiographies au service de la «vérification» (1931-1939)

La mise en place de la commission des cadres

L'enseigne visible de la vérification dans les années 20 est celle de la commission centrale de contrôle dirigée depuis 1926 par un syndicaliste influent, Henri Gourdeaux. En fait, l'autorité de ce dernier était très faible. «Vieux militant» «très dévoué et fidèle» mais «de tendance social-démocrate» écrit Thorez le 15 mars 1943²². La «Bio» de Gourdeaux rédigée en septembre 1932 est visée par Jacques Duclos qui semble être maître du jeu : «Pas d'observation. Bien»²³. La propre «Bio» de Duclos, rédigée le 26 décembre 1931, nous met sur la piste d'un événement fondateur, l'élimination à la fin de l'été 1931 du groupe «Barbé, Celor, Lozeray» dit aussi «groupe de la Jeunesse». Duclos écrit :

«Sur le groupe, après avoir en juillet déclaré honnêtement à l'I.C. que je ne connaissais pas le groupe, je dois reconnaître mon aveuglement et



21. Mikhaïl Narinski a pu montrer, en s'appuyant sur les archives du CRCEDHC, à quel degré de surveillance Jacques Duclos avait été soumis durant les années trente. «Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français et les archives du Komintern (quelques remarques sur la biographie de Jacques Duclos)», *Matériaux pour l'histoire du temps présent*, 1994, n° 34.

22. CRCEDH 495 270 50, note de Jean (Thorez), Moscou, 15 mars 1943.

23. *Idem*. Notice du 27 septembre 1932. Elle porte la mention «Biographie n° 17».

24. CRCEDH 495 270 81.

25. Serge Wolikow, *Le PCF et l'Internationale de 1924 à 1934*, thèse de doctorat d'État, dactylographiée, Paris VIII, 1990.

26. Dans sa propre autobiographie, Albert Vassart écrit : «De juin 1930 à septembre 31 j'ai été employé au bureau de documentation du Parti et depuis septembre 1931 je suis employé au St (secrétariat) du Parti», CRCEDHC, 495 270 952, autobiographie datée du 10 janvier 1931 mais rédigée en 1932.

27. Elles sont en voie de publication dans *Les Cahiers d'histoire sociale*, Albin Michel (1994, 1995).

28. Correspondance très intéressante qui s'arrête lorsque cette militante allemande vint s'installer en France pour se marier avec lui. Elle a été recueillie et conservée par Jean Maitron.

29. Mémoires d'Albert Vassart, manuscrit, sd, p. 338.

30. Mémoires d'Albert Vassart, manuscrit, sd, pp. 341-342.

31. CRCEDHC, 495 270 8372, Paris, le 17 mars 1933 et Moscou, le 16 octobre 1934. Le dossier comporte également une notice plus courte rédigée en 1931 à l'École léniniste de Moscou.

la position adoptée par le Comité central est approuvée par moi. Je suis convaincu qu'il y a de gros efforts à faire pour liquider entièrement dans le Parti et non pas formellement tout le travail de groupe et pour faire disparaître l'esprit de groupe.»²⁴

Et il rappelle qu'il a «une certaine expérience du travail illégal». Nous savons aujourd'hui, en particulier grâce aux travaux de Serge Wolikow²⁵, qu'il n'y a pas de «groupe» ou plutôt qu'il y a *des* groupes et celui formé par les militants issus des Jeunesses communistes joue, certes grâce aux encouragements de l'Internationale, un rôle actif dans l'application, à partir de 1928, de la politique «classe contre classe». La reprise en main de l'été 1931 vise moins à éliminer un groupe précis qu'à briser les regroupements affinitaires, de générations, professionnels (le groupe des syndicalistes), régionaux... Le groupe de la jeunesse sert de bouc émissaire et sa mise à l'écart permet de préparer l'encadrement biographique. La mise en place de l'«encadrement biographique» se fait en effet au rythme de la gestion par Eugen Fried et l'Internationale de la réorganisation de la direction communiste française, en exploitant la dénonciation du «groupe Barbé-Celor-Lozeray». Fried est nommé référent pour la France fin 1930. En juillet 1931 le «groupe de la Jeunesse» est «démasqué» et rendu responsable de toutes les difficultés du parti. Henri Barbé, envoyé à Moscou, rédige sa biographie le 1^{er} décembre 1931, tandis que Lozeray resté en France le fait le 18 décembre 1931. L'«affaire» Barbé-Celor, en une période où les effectifs du PC sont au plus bas (moins de 30 000 adhérents) sert d'exutoire pour rendre compte de cette marginalisation progressive du PC au sein du champ politique. Sous l'impulsion et le contrôle de Fried s'effectue une «vérification» des cadres, qui emprunte au modèle soviétique la technique de l'autobiographie. «Vérifier» les camarades, selon le vocabu-

laire des rapports internes, c'est «s'assurer si une chose est telle qu'elle doit être» (Littre).

La CCC (Commission Centrale de Contrôle) est réorganisée en se dotant d'un outil politique et technique, la commission des cadres, dont Albert Vassart assume la direction effective²⁶. Il est nécessaire de présenter rapidement cet ouvrier métallurgiste dont la notoriété est faible mais le rôle important, tant au secrétariat de la Fédération Unitaire des Métaux qu'à la CGTU et au secrétariat du Parti communiste. Cet originaire des Ardennes est bien connu grâce à ses mémoires inédits²⁷ et à sa correspondance échangée avec Cilly Geisenberg entre 1928 et 1931²⁸. Représentant du Parti communiste auprès de l'Internationale d'avril 1934 au printemps 1935, à l'époque du tournant du Front populaire, il a laissé des traces importantes dans les archives du Komintern.

Il relate en ces termes, dans son manuscrit autobiographique, l'installation de la commission des cadres :

«Quant à la commission des Cadres que nous devons créer, les directives données par Fried à ce sujet étaient plutôt vagues. La seule chose précise, dès le début, était un questionnaire auto-biographique établi sur le modèle déjà utilisé par le PC russe. La Commission des cadres devait exiger de chaque militant – ceux du CC d'abord, puis de toutes les directions régionales, syndicales, organisations parallèles, cadres locaux etc... des réponses manuscrites précises, complètes, détaillées et vérifiables à toutes les questions»²⁹.

Selon Vassart, avant 1932, en France la CCC ne disposait que d'une liste de suspects fournie par l'IC et que détenait Gourdeaux. La figure institutionnelle du suspect, jusqu'alors réduite à l'indicateur infiltré dans les rangs du parti, s'élargit, incluant désormais l'éventail entier des propriétés, comportements et prises de position que révèle l'autobiographie. L'exploitation des autobiographies, c'est-à-dire non seulement leur lecture

mais leur analyse, conduisit Vassart à demander qu'un secrétaire soit nommé ; ce fut Maurice Tréand, nommé en 1933.

«Dotée d'un secrétaire, la commission put améliorer son rendement et l'expérience aidant une assez bonne méthode fut mise au point. J'en vins bientôt à constater que l'examen des bios pour le dépistage des suspects n'était pas suffisant ; on pouvait également en plus d'un examen tendant à éliminer les indésirables, en faire un autre permettant de sélectionner les militants de valeur. Comme à cette époque nous connaissions aussi mal les uns que les autres, les bios pouvaient servir à constituer un double fichier. Ainsi fut fait. Il y avait, dans le fichier, le casier A pour les militants sur lesquels on ne faisait aucune réserve et qui par conséquent pouvaient être désignés à des fonctions responsables ou choisis pour participer à une école, etc. ; puis le casier B pour les militants sur lesquels une enquête était nécessaire ; le casier C pour les éléments à éliminer sans délai et enfin le casier D pour les indésirables déjà éliminés. Naturellement, en plus de ce classement sommaire, il y avait sur chaque fiche individuelle des précisions et une appréciation de la commission, surtout pour les militants du casier A ; quant au casier D, dès qu'il fut assez garni, la Commission l'utilisa pour publier périodiquement une «liste noire» imprimée et remise aux responsables de rayons. Tel fut le point de départ de la Commission des Cadres. La méthode fut jugée bonne à Moscou et les résultats aussi car au 13^e Exécutif le PCF fut cité en exemple sur ce point particulier»³⁰.

Au début de l'année 1933, la commission des cadres dispose en effet d'un secrétaire permanent en la personne d'un militant d'un dévouement exceptionnel, Maurice Tréand dit «Le Gros». Son autobiographie, rédigée le 17 mars, témoigne des premiers tâtonnements du travail de collecte comme du rôle personnel de Jacques Duclos³¹ :

«PS. 1^o Cette Bio est faites sans quel me soit demandé, mais voulant passé comme tout le monde a la CDC³² et ayant demandé après ma Bio que j'avais faites en entrant au services, on a pas pu la retrouvé, certainement envoyé là-haut.

2^o Cette Bio est plus développé que l'autre pourquoi :

A) Parce que je n'avais pas lorsque j'ai fais ma première Bio un schéma d'auto-biographie.

Duclos m'avait seulement lue les questions que je devais répondre et de mémoire il en avait peut être oublié.

B) Parce que mon travail ma appris qu'il ne faut pas avoir peur d'être prolix.³³

Tréand parle de son «travail actuel» sans jamais le caractériser mais il indique qu'il n'appartient à aucune cellule et qu'il est rattaché directement au Comité central. Le rôle clé de ce militant dans la mise en place du contrôle biographique aiguise la curiosité sur son propre itinéraire. Né avec le siècle, élevé dans un milieu rural populaire de Franche-Comté, cet enfant malade qui ne bénéficie pas d'une bonne instruction primaire et qui gardera toujours une orthographe très sommaire, confond les auxiliaires être et avoir. Il n'est pas ouvrier mais serveur de café et ne cache pas les «faiblesses» de son environnement familial puisqu'un de ses frères est qualifié de «garçon de café bambocheur» et qu'une de ses sœurs tient avec son mari un hôtel qui est également une «maison de tolérance». Avant d'être un homme du «rapport», Tréand était un homme de service d'ordre, un bagarreur. Il raconte qu'à la fin de son séjour à l'École léniniste de Moscou de 1931 à 1933, il était :

«tellement monter contre les camarades qui avait lutter et essayer de décomposer l'école que je me batti 2 fois, l'école était fini et nous attendions le départ. Rentré en France je rentrai à la Famille nouvelle³⁴ ou je devins chef du personnel. 2 mois après le parti me confia le service illégal que j'organisais à la satisfaction général jusqu'au jour ou le service tomba dans l'arrestation de Ferrat et du camarade de l'IC. J'ai fais un rapport a cette époque il est dans le dossier inutile donc de m'étendre. Après l'on me confia la provocation et les cadres, le travail que j'ai opéré je l'ai expliqué longuement.» (Moscou le 16 octobre 1934).

Tréand mènera sans état d'âme les opérations les plus difficiles comme la tentative de publication légale de *L'Humanité* pendant l'été 1940. Il acceptera même d'être mis à l'écart lorsque cette politique apparut comme une impasse et garda le silence, sûr de conser-



32. Commission de contrôle.

33. CRCEDH 495 270 8372.

34. Restaurant coopératif qui fut pour Tréand une plaque tournante de son activité.

35. (A : Origine et situation sociale = 23 questions ;
B : situation de parti = 21 questions ; C : instruction et développement intellectuel = 8 questions ;
D : participation à la vie sociale = 10 questions ;
E : répression et casier judiciaire = 12 questions)

36. Cf. sur cette question, entre autres travaux, Christophe Prochasson, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993.

37. Cf dossier Cornavin, CRCEDHC 495 270 1012

38. Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP-Éditions Sociales, 1977.

ver la confiance de la direction, confiance que lui réaffirma Maurice Thorez en personne quelques jours avant son décès en 1949. C'est ce militant sans faiblesse qui, après avoir mis en place les services de contrôle (y compris le service de filature des oppositionnels et des militants suspects), fut chargé de la vérification des cadres dans le double contexte de la croissance considérable des effectifs à l'époque du Front populaire et de l'appel à la vigilance au moment des procès de Moscou. De Gourdeaux à Tréand, on passe du contrôle relativement débonnaire à la police biographique (listes noires et utilisation explicite des techniques policières d'identification).

Les autobiographies étaient rédigées sur la base d'un «schéma d'auto-biographie» que le militant ne devait pas conserver. Un «bleu» de la Préfecture de Police, daté du 10 août 1933, au moment, semble-t-il, où l'enquête biographique va s'effectuer dans les régions pour atteindre le corps militant le plus complètement possible, stipule : «les dirigeants communistes désireux d'exercer un contrôle "rigoureux et étroit" à l'égard de chaque adhérent du parti et des jeunesses viennent de décider de faire remplir par chacun un questionnaire du modèle ci-joint». Les notices biographiques, précise l'enquêteur, «qui devront être accompagnées d'une photo de chaque intéressé, seront centralisées au siège du Parti. Il sera absolument interdit de les confier à la poste et elles "devront être acheminées de la main à la main"».

Avec ces 74 questions divisées en 5 parties³⁵, dont certaines se subdivisent, le schéma d'auto-biographie tend à imposer un assez haut niveau de précision. La question 45 par exemple («Dans quel établissement scolaire avez-vous fait vos études ? ; combien d'années, avez-vous terminé vos études, sinon pourquoi ?») illustre assez bien cette exigence. On ne se contente pas de demander un niveau scolaire mais on veut connaître l'établisse-

ment (privé/public, confessionnel ou non, réseau primaire-primaire/supérieur ou réseau secondaire-secondaire/supérieur). On veut connaître le nombre d'années d'études, ce qui est important dans la mesure où nombre de cadres du PCF auront une scolarité primaire augmentée d'une scolarité post-élémentaire souvent inachevée qu'on veut déceler. On veut savoir enfin les raisons de l'interruption des études, indicateur indirect soit de la situation sociale de la famille (interruption pour raisons matérielles) soit d'un rapport à la scolarité. En effet, l'une des convictions anciennes des militants et dirigeants ouvriers, c'est que des «déclassés», appartenant à une «basse intelligentsia»³⁶, peuvent vouloir faire carrière dans le mouvement ouvrier. Cette question peut être recoupée avec d'autres questions, comme la n° 6 («date à laquelle vous avez commencé à travailler»). Cette question elle-même permet de connaître la durée de la vie professionnelle. Lénine considérait qu'un révolutionnaire professionnel pouvait être qualifié «d'ouvrier» s'il avait effectivement exercé un emploi ouvrier durant au moins dix ans. Ce qui est en jeu c'est la réalité du quartier de noblesse ouvrière du militant qui dépend du degré d'exposition, si l'on ose dire, à la condition ouvrière. Un questionnaire à remplir «par tous les membres du Parti ayant un poste rétribué», qui date vraisemblablement de 1930/1931, comprenait cette question : «Combien d'années a-t-on travaillé dans l'industrie ?»³⁷ L'intuition sociologique qui est au principe de cette conviction a été confirmée empiriquement par les travaux de Guy Michélat et Michel Simon³⁸. L'*habitus* ouvrier ne s'acquiert que dans la durée qui conditionne l'intériorisation des schèmes de perception.

De même, on ne se contente pas de demander une auto-définition de son appartenance de classe sur la base d'une nomenclature de catégories professionnelles mais on veut connaître précisément la «profes-

SCHÉMA D'AUTO-BIOGRAPHIE

(à rendre avec l'auto-biographie)

A. – ORIGINE ET SITUATION SOCIALE

1°. – Nom, prénoms, adresse, pseudonyme. – 2°. – Date et lieu de naissance ; 3°. – Profession ; 4°. – Occupations successives ; 5°. – Salaire actuel et si possible salaires antérieurs – autres ressources ; 6°. – Date à laquelle vous avez commencé à travailler.

7°. – Profession du père et de la mère ; 8°. – Leurs moyens d'existence ; 9°. – Leurs liaisons.

10°. – Nom de la femme ou de la compagne (mari ou compagnon) ; 11°. – Sa profession ; 12°. – Son salaire ; 13°. – Est-elle du parti ; 14°. – Quelle est son activité ; 15°. – Quelles sont ses options ; 16°. – Ses liaisons.

17°. – Nom du père et de la mère de la femme ou de la compagne ; 18°. – Profession, salaires ; 19°. – Relations.

20°. – Y a-t-il dans votre famille ou dans celle de votre femme des éléments touchant de loin ou de près aux forces de protection du régime ; agents ou inspecteurs de police, gardes mobiles, journalistes, policiers privés ; personnes aux moyens d'existence indéfinis ? Y a-t-il des membres de partis ennemis ?

21°. – Quelles sont éventuellement vos relations avec de tels éléments ; 22°. – Quelles sont en général vos liaisons en dehors des membres du Parti ?

23°. – Quel est votre grade dans l'armée.

B. – SITUATION DE PARTI

24°. – Avez-vous été membre d'un autre parti avant votre adhésion au PC – Depuis quand, pendant combien de temps ? Avez-vous été fonctionnaire de ce parti ? Avez-vous occupé des postes dirigeants. Pourquoi avez-vous quitté ce parti ; 25°. – Avez-vous appartenu aux Jeunesses Communistes, aux Jeunesses Socialistes Chrétiennes ou autres organisations de jeunes. Lesquelles, pendant combien de temps ? Y avez-vous occupé des postes dirigeants, pendant combien de temps ? – 26°. – Avez-vous fait partie de la franc-maçonnerie ou de la Ligue des Droits de l'Homme. Comment avez-vous quitté ces organisations. Y avez-vous occupé des postes dirigeants ?

27°. – Date de l'entrée au Parti ; 28°. – Comment y êtes vous venu ; 29°. – Qui vous a recommandé ;

30°. – Avec qui avez-vous milité ; 31°. – A quelle cellule appartenez-vous ; 32°. – quel rayon ;

33°. – N° de la carte du Parti ; 35°. – Y a-t-il eu des interruptions dans votre activité de militant dans le parti ; en quelle année, pendant combien de temps, pour quelles raisons ? Lieu de séjour et genre de travail pendant cette période d'interruption ? ; 36°. – Remplissez-vous, ou avez-vous rempli des fonctions électives dans le Parti. Lesquelles, quand et pendant combien de temps ?

37°. – Avez-vous été délégué à des congrès et des conférences du Parti ? Lesquels et quand ?

38°. – Quel travail concret pour le parti faites-vous en ce moment. Par qui en avez-vous été chargé (cellule, comité régional, comité central). 39°. – Quelle fut votre position au cours des différentes crises du parti (congrès de Paris 1928) opposition trotskyste Souvarine, S. Girault, Treint ; 40°. –

Avez-vous fait partie d'une opposition, quel rôle y avez-vous joué. Comment l'avez-vous abandonnée ; 41°. – Avez-vous été exclu du Parti ou d'autres organisations révolutionnaires ? 42°. –

Avez-vous été l'objet de sanctions, quand et pourquoi ? 43°. – Avez-vous été lié au groupe, comment ? aux trotskystes ? 44°. – Faites-vous un travail de recrutement, combien de membres avez-vous recruté pour le Parti ? 45°. – Avez-vous eu la responsabilité d'une trésorerie dans une organisation ; 46°. – Avez-vous eu des histoires d'argent. Pour quel motif ? Comment l'affaire s'est-elle réglée ? 47°. – Avez-vous participé à des mouvements de masse ; quel rôle y avez-vous joué ? (grèves, combats révolutionnaires, etc.)

C. – INSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT INTELLECTUEL

48°. – Dans quel établissement scolaire avez-vous fait vos études ; combien d'années, avez-vous terminé vos études, sinon pourquoi ? 49°. – Quelle est l'instruction politique que vous avez reçue, vous êtes-vous instruit vous-même en lisant des livres, pendant combien d'années et dans quel domaine ? 50°. – Qu'avez-vous lu de Marx, Engels et Lénine et dans quelle mesure avez-vous étudié ces ouvrages ? 51°. – Avez-vous l'expérience du travail littéraire et de propagande ? Dans quel domaine avez-vous publié des travaux. Quelles langues connaissez-vous et dans quelle mesure ? 52°. – Lisez-vous régulièrement ou par intermittence (*Cahiers du Bolchevisme, Correspondance Internationale, L'Internationale Communiste, La Revue de l'I.S.R.*), quels périodiques du Parti Socialiste lisez-vous régulièrement ou par intermittence (*La Vie Socialiste, La Bataille Socialiste*), quels autres périodiques ?

D. – PARTICIPATION A LA VIE SOCIALE

53°. – A quelles organisations sociales-syndicales, sportives, éducatives, coopératives, participez-vous ou avez-vous participé, quels postes dirigeants y occupez-vous ou y avez-vous occupé ? 54°. – Êtes-vous membre d'un syndicat rouge ou réformiste ou d'un groupe d'opposition syndicale, quand, où, depuis combien de temps. 55°. – Avez-vous rempli dans les syndicats ou autres organisations de masse (sportives, coopératives, S.R.I., Libre Pensée, etc.) des fonctions électives rémunérées ou bénévoles, où, lesquelles ; 56°. – Avez-vous été membre d'un comité d'usine, du quel, quel travail concret de masse faites-vous en ce moment, travaillez-vous ou avez-vous travaillé à l'usine, où et pendant combien de temps ? 57°. – Quand avez-vous cessé le travail ? 58°. – Êtes-vous particulièrement lié à une usine ? 59°. – Avez-vous participé, êtes-vous en contact avec les masses ouvrières ou paysannes ; 60°. – Avez-vous participé à des actions ouvrières (grèves, actions révolutionnaires), participez-vous ou avez-vous participé au travail communal ou aux organisations de l'administration locale, où et quand ? 61°. – Quel travail concret faites-vous ou avez-vous fait dans ce domaine ; 62°. – Avez-vous été député au Parlement, conseiller d'arrondissement ou conseiller municipal, où et quand ?

E. – RÉPRESSIONS SUBIES ET CASIER JUDICIAIRE

63°. – Avez-vous subi des répressions et avez-vous été arrêté, quand, où et pourquoi ; 64°. – Vos conditions de vie à cette époque ; 65°. – Avez-vous été condamné ; 66°. – Quand et quel procès et à quelle peine ; 67°. – Combien de temps avez-vous été en prison, au bagne, en déportation administrative, en émigration ? 68°. – Dans quelles conditions avez-vous été libéré ; 69°. – Avez-vous été maltraité ou torturé ? 70°. – Étiez-vous en contact avec l'organisation du Parti. En quoi ce contact a-t-il consisté ? 71°. – Avec quels membres du Parti vous trouviez-vous en prison, en émigration, etc. ; 72°. – Aviez-vous la possibilité de vous instruire et qu'avez-vous fait en ce sens ?

Renseignements complémentaires non prévus par le présent schéma.

73°. – Énumérez les principales fonctions rémunérées et le lieu de votre travail après la guerre impérialiste et jusqu'à ce jour.

74°. – Quels dirigeants du parti peuvent confirmer les points essentiels de votre auto-biographie et les principales phases de votre activité dans le Parti ?

sion», les «occupations successives», les «salaires» et les «autres sources de revenus». C'est le trajet professionnel et le type de métier qu'on souhaite appréhender : pour les cadres évaluateurs, les métiers ont des valeurs différentes, des histoires spécifiques, des traditions militantes, des mentalités variées et par conséquent il y a des «types» d'ouvriers dont on pense qu'ils prédisposent plus ou moins à l'intégration réussie au parti. Mais il y a aussi les conditions d'exercice de la profession avec un intérêt particulier pour ceux qui savent militer dans les grandes entreprises, organiser les ouvriers de la métallurgie, des cuirs et peaux ou du bâtiment, sans crainte de la répression.

Ce qui caractérise ce questionnaire, c'est donc son extrême précision, précision qui n'a pas seulement un sens policier ou politique mais aussi une dimension sociologique très affinée, même si la théorie explicite de la sociologie du cadre communiste n'a évidemment jamais été systématiquement élaborée. Le questionnaire commence par l'origine et la situation sociale du militant. C'est, au-delà du trajet professionnel propre du militant, son environnement familial qui est appréhendé, par le biais de ses ascendants, de sa compagne et des ascendants de sa compagne. Mais c'est plus généralement aussi la sociabilité réelle qu'on tente de saisir. Les «liaisons» ou les «relations» font l'objet de plusieurs questions : «Quelles sont en général vos liaisons en dehors des membres du parti ?» (Q 21). Un militant peut signifier ainsi son degré d'acceptation de la clôture partisane, ce que feront tous ceux qui affirmeront avoir rompu avec les membres de leur famille qui appartiennent au camp «ennemi» (socialement et/ou idéologiquement). Dans cette même perspective, la position politique de la femme du militant est importante. Elle est d'ailleurs systématiquement signalée dans la fiche de synthèse établie par la commission des cadres. L'évaluation portée par Tréand sur Eugène Hénaff le



39. Il serait intéressant de procéder à des comparaisons de questionnaires biographiques dans différents espaces : ethnologiques, par exemple le canevas d'entretien biographique que propose Marcel Maget dans son manuel d'ethnographie en 1946 ; religieux, par exemple le guide de récit de vie proposé au sein de la JOC, etc.

40. L'une des variantes introduite en 1937 vise le rapport qu'entretient le militant avec le trotskisme, dans le contexte de l'appel à la vigilance et des procès de Moscou.

montre clairement. Entre son autobiographie et juin 1938, date à laquelle Tréand l'évalue, Eugène Hénaff a changé de compagne. De la première, il écrivait : «Elle est au chômage depuis huit mois mais elle n'est pas du parti. Son activité est faible elle est sympathisante». La seconde est une «bonne militante», ce que souligne l'évaluation de Tréand : «Depuis sa biographie il s'est marié avec une bonne militante et a un enfant»... Cette pente «totale», où le renfermement sur le «club d'admiration mutuelle» est de rigueur, est un indice d'une conception du «bon» cadre communiste comme cadre «attaché au parti» (Tréand *dixit*, à propos d'Hénaff), comme si l'attachement impliquait un entre-soi dont l'extrême limite serait la relation duelle du cadre dirigeant et du seul parti.

Le deuxième aspect concerne «la situation de parti». La trajectoire idéologique antérieure à l'adhésion au PC et le degré d'adhérence (manifesté par la durée d'appartenance et les responsabilités) sont ici visés. Parmi les organisations autres que des partis politiques, le questionnaire mentionne expressément la franc-maçonnerie et la Ligue des Droits de l'Homme. On sait que le IV^e congrès de l'IC en décembre 1922 avait rappelé aux Français l'incompatibilité de la double adhésion au PC et à ces organisations. Puis, c'est la trajectoire au sein du PC qui est appréhendée : les différentes responsabilités, leur rythme et leur nature. On demande ainsi expressément s'il y a eu une interruption de militantisme et quelles en ont été les raisons. L'interruption est un fait qui peut être un indicateur indirect d'un comportement : un désaccord, une distance au parti, une tendance à renâcler à la discipline de parti. Le questionnaire s'intéresse évidemment aux positions adoptées par le militant dans les conflits internes du parti.

La troisième rubrique porte sur l'instruction et le développement intellectuel. La scolarité, on l'a vu, mais aussi la formation autodidac-

tique font l'objet d'investigation. La lecture est au centre de l'interrogation : «49°. – Quelle est l'instruction politique que vous avez reçue, vous êtes-vous instruit vous-même en lisant des livres pendant combien d'années et dans quel domaine ? 50°. – Qu'avez-vous lu de Marx, Engels et Lénine et dans quelle mesure avez-vous étudié ces ouvrages ?» Le questionnaire³⁹ met en rapport les lectures initiales, les lectures marxistes, le type d'ouvrages lus (les titres) et la qualité de l'appropriation... Une question est posée sur la connaissance des langues étrangères, ressource rare dans le monde ouvrier et dotée d'une importance spécifique dans un mouvement communiste international.

La quatrième rubrique porte sur «la participation à la vie sociale». Il s'agit à la fois des organisations syndicales, sportives, des associations diverses. (coopératives, Secours Rouge International, Libre pensée, etc.). Il s'agit aussi des luttes (grèves), et enfin des mandats électifs.

La cinquième rubrique s'intitule «répressions subies et casier judiciaire». Occasion pour les militants de citer leurs «faits d'arme», c'est aussi la rubrique «policière» la plus explicite dans la mesure où la répression judiciaire est l'un des vecteurs de la corruption des militants par le ministère de l'Intérieur.

Pour finir, le questionnaire indique : «72°. – (...) Renseignements complémentaires non prévus par le présent schéma. 73°. – Énumérez les principales fonctions rétribuées et le lieu de votre travail après la guerre impérialiste et jusqu'à ce jour ; 74°. – Quels dirigeants du Parti peuvent confirmer les points essentiels de votre auto-biographie et les principales phases de votre activité dans le Parti ?».

Avec quelques variantes⁴⁰, ce canevas d'autobiographie ne sera pas modifié entre 1931 et 1939. Cette technique d'institution ne se systématisait qu'au moment où les désaccords internes sont de plus en plus frappés

d'interdits. Dans la mesure où le désaccord ne peut être exprimé, il doit être déduit puisqu'il peut être conservé dans «le for intérieur» du militant plus ou moins longtemps, voire toujours.

L'évaluation

Quelle conception de la biographie animait ces cadres censés évaluer leurs camarades, décider de la qualité de leur esprit de parti, anticiper sur les dérives possibles et donc évaluer les prédispositions à «l'hétérodoxie» ? On peut avancer l'hypothèse qu'ils étaient convaincus de l'extrême «flexibilité» des destins individuels. D'où l'adage, «on ne connaît un militant que lorsqu'il est mort»⁴¹. On peut ici reprendre la conception du monde que se faisait Vassart et qu'il avait apprise, dit-il, avec Kurella à l'école de Bobigny.

«Finalement, grâce à Kurella, j'ai appris à Bobigny que la méthode d'analyse marxiste était basée sur quatre règles fondamentales :

1-Rien dans le monde n'est absolument immobile ou définitivement fixé. Tout évolue et subit des transformations (naissance, croissance, déclin, disparition) (...)

2 – Rien dans le monde n'est isolé. Il n'y a pas de développement absolument autonome. Tout subit l'influence du milieu qui l'entoure et exerce aussi une influence sur ce milieu. Par conséquent, il faut toujours voir les choses dans leur ensemble ; analyser non seulement chaque question en soi mais en la rattachant à une époque, un milieu social, un pays réel, etc.(...)

3 – Rien dans le monde ne se développe selon une harmonie préétablie. Le rythme de l'évolution est inégal, contradictoire. Ce développement inégal et contradictoire entraîne des modifications continues dans le rapport des forces ; il provoque dans des domaines très différents des crises de différentes natures (...)

4 – Dans une société divisée en classes, ayant des intérêts opposés, il n'y a pas de neutralité ni d'opinion «au-dessus de la mêlée», il ne s'agit pas de choisir entre ce qui est bien ou mal selon les règles de la morale «bourgeoise» – morale de la classe dominante qui opprime le prolé-



41. Adage repris par Waldeck Rochet d'après Louis Manguine, à l'ELI en 1932, cf. *Prendre parti, op. cit.*, p. 210.

42. Julien Soutan, CRCEDHC 495 270, dossier personnel. Autobiographie du 16 août 1938. Né en 1906, mort en 1968, Julien Soutan semble avoir abandonné toute activité militante à la fin des années trente.

43. Sans donner une valeur représentative à ces chiffres, les autobiographies n'ayant pas été sélectionnées de façon aléatoire, la distribution chronologique montre clairement les deux principaux moments de la vérification : 1931 (autobiographies nombre 16), 1932 (63), 1933 (61), 1934 (22), 1935 (15), 1936 (6), 1937 (41), 1938 (37), 1939 (4).

44. CRCEDHC 495 10a 19.

45. Ces carnets ressemblent sans doute à ceux établis par Lecœur en 1955 et qui répertoriaient par département les principaux cadres avec les âges, les professions, les dates d'accès aux responsabilités.

46. A l'exception de certains «vieux rédacteurs» dont il signale qu'il faudrait les contrôler étroitement : Gabriel Péri, Magnien, Darnar et Nizan.

riat – mais de se placer toujours au point de vue des intérêts historiques de la classe ouvrière chaque fois qu'il faut prendre position sur une question» (p.77-78).

Cette philosophie sociale pratique (qui beaucoup plus que «le» «marxisme» guidait les cadres communistes), il suffit de la transférer à l'univers individuel pour en déduire une théorie pratique du regard porté sur les militants : aucun homme n'est absolument immobile ou fixé ; l'identité individuelle est évolutive ; aucun homme n'est isolé et il subit nécessairement l'influence du milieu qui l'entoure ; tout homme évolue selon un rythme inégal, contradictoire ; un bon militant fait fi de la morale bourgeoise commune et de ses intérêts individuels propres. A la fin des années vingt, cette défiance se nourrit de plus de dix années de conflits internes fondés sur le dépistage des militants à «double face», «réformistes», «tièdes», etc. De plus, la tactique classe contre classe a conduit le PC à fonctionner, au niveau de ses dirigeants, dans une semi-clandestinité. Toutes les conditions sont donc réunies pour confirmer le bien fondé de cette «vigilance révolutionnaire», alimentant ainsi un climat interne de défiance mutuelle, ratifiant l'herméneutique cryptique.

Comme exemple des enseignements que tirait le cadre évaluateur grâce aux fiches très synthétiques qui étaient rédigées et sur lesquelles étaient portées les principaux renseignements, les «problèmes» et l'évaluation, le cas de Julien Soutan présente l'intérêt d'être celui d'un militant dont la position commence à faire l'objet d'une vigilante attention⁴².

Le rapport Tréand de 1937

La première campagne de collecte (fin 31-32) des autobiographies avait concerné les dirigeants nationaux ayant été «en contact» avec la direction du groupe «Barbé-Celor» pour s'élargir ensuite aux dirigeants régionaux. La pratique de l'autobiographie devint

plus ponctuelle pendant quatre ans pour réapparaître sous forme d'un véritable «ratis-sage» en 1937/1938 provoqué par les inquiétudes nées de l'accroissement des effectifs⁴³.

En 1937, le bilan que dresse, à Moscou, Maurice Tréand, dans un rapport sur la campagne de «vérification» en cours⁴⁴, montre l'étendue des enseignements désormais rendus possibles par l'application systématique du contrôle biographique. Il rappelle en premier lieu que la dernière réunion sur le contrôle des cadres avait eu lieu en octobre 1934 et que la commission, dont la composition fut alors décidée, comprenait Gourdeaux, Mauvais et Soupé. L'accès de ces trois responsables à des postes électifs décida le secrétariat du parti à contrôler directement cette tâche.

L'ampleur de la vérification frappe. Depuis début 1937, 5477 biographies ont été relevées : «2307 de ces biographies sont là haut», note Tréand, ce qui veut dire «à Moscou». Les autres, de moindre importance, ont été brûlées, «l'essentiel de chacune d'elles est noté dans nos carnets»⁴⁵. Mais la vérification est d'inégale qualité.

Maurice Tréand se montre satisfait du contrôle des échelons supérieurs du parti (Comité central, députés, conseillers municipaux et conseillers généraux de la Seine, etc.) ainsi que du contrôle des rédacteurs de *L'Humanité* («vérifiés spécialement au point de vue politique, sécurité et technique»)⁴⁶, justifiant la qualité de la vérification par l'absence «d'histoires» («c'est pour ce motif de vérifications profondes que la fraction parlementaire n'eut pas jusqu'ici d'histoire. Bien entendu cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas faire très attention, c'est pourquoi nous continuons à vérifier de très près nos élus qui sont plus que d'autres aux prises avec la corruption de la bourgeoisie»). Mais il reste un certain nombre de lacunes qui fragilisent le PCF:

4

Soutan Julien Samuel 1 Rue de Vauve Boulogne-Billancourt

Serein, né le 11 août 1906 à Essonne Selo - Chaudronnier -

A la fin de la guerre j'avais 12 ans et je venais d'obtenir mon certificat d'étude, après avoir été au cours complémentaire jusqu'aux vacances suivantes (août 1919) je commençai à travailler comme gamin de bureau à la Société métallurgique Decauville à Essonne Selo - j'étais entré dans cette usine, à cet emploi provisoirement, en effet ce premier emploi devait me permettre d'entrer dans un atelier de la même usine, affecté à la fabrication des pièces mécaniques de locomotive - Après une année dans cet emploi je suis entré à l'atelier fus-ité, ou j'ai commencé à me familiariser avec les machines-outils - (Rameurs, fraiseuses etc-) je suis resté à ce travail jusqu'à près de 15 ans. Mon désir était de passer à l'ajustage, mais jamais on ne voulu m'y envoyer. Voyant qu'on me laissait à ce travail et qui consistait pour moi à ne faire qu'un manœuvre spécialisé je suis parti; mais je n'ai pas facilement trouvé du travail comme je le souhaitais, et je dû m'embaucher à la papeterie Darblay en attendant de trouver mieux. A cette place j'ai fait le gamin de bobineuse et le gamin de machine. Puis je l'ai quitté pour aller à la maison Houdry à Joinville (construction métallique et chaudronnerie légère) ou je me suis débrouillé dans mes débuts à la chaudronnerie - J'en suis parti vers 16 ans $\frac{1}{2}$ pour avoir fait avec mes camarade une grève sur le tas pour une augmentation de salaire - De là je suis entré à Essonne dans une maison

Soutan Julien 1me de Vannes B. Billanda
né 1906 - Chandronnier Bleriot O

A 1

CEP. cours complémentaires

JC de 1921 à 1931 puis PC

fut Bur. Reg. RP

en 1931 fut secret. Région P. Sud

Travailla à l'Humanité

(a démissionné de la gerance de la F.M.
en 1936, puis fut nommé de secrétaire de section
sans savoir pourquoi.

secrétariat sect. syndicale usine

école régionale

école nationale

gerance fut gerance famille - ex-hered
a Baillou B avec lui - (très sympa)

père ouvrier papeterie sympa

b. père PC

2 enfants.

1 beau-frère (Se Sente) le voit 3 fois l'an

en 1930, a la suite d'une manifestation contre la guerre
il dut sur les conseils du PC se réfugier en Belgique fit
6 mois de prison neau 1 an en illégalité

Conseil de guerre en 1928, puis 3 mois de prison

Brigadier

1re demande pas d'avis en 1937
~~ministère de l'Intérieur~~^a

a. Cf note 57. Ne répond pas à 42. (c'est-à-dire à la question sur le trotskisme telle qu'elle est remaniée dans le questionnaire de 1937).

«L'on peut indiquer d'une façon approximative que les 3/4 des secrétaires régionaux, la moitié des membres des bureaux régionaux sont seulement actuellement vérifiés du fait de l'afflux d'un grand nombre de nouveaux éléments qui ont monté jusqu'à ce stade sans avoir été vérifiés».

L'analyse de ces lacunes renseigne sur certaines des fonctions que remplissent les enquêtes biographiques. Les provocateurs, soit des éléments soupçonnés de renseigner la police, soit des «trotskistes», constituent la cible prioritaire. Ils font l'objet de listes noires, tous les 7 ou 8 mois, d'«environ 100 noms» chacune⁴⁷. Une brochure spéciale d'exclus trotskistes, «avec leur photo», préfacée par Jacques Duclos, est annoncée : «nous l'enverrons gratuitement à toutes les organisations et aux militants». La divergence politique est rabattue sur la provocation policière, ce que des citations des «deux procès qui ont lieu ici (à Moscou) montrant leur liaison avec la Gestapo» devront attester. Les évaluations sur la question du rapport au trotskisme tiendront le plus grand compte de cette assimilation provocation-trotskisme et tout militant qui laissera entendre que la divergence trotskiste serait d'ordre politique sera immédiatement suspect :

«Nous avons depuis deux mois ajouté au schéma d'autobiographie des questions précises en ce qui concerne les trotskistes et les oppositionnels⁴⁸. Les réponses des camarades montrent parfois une nette impression d'incompréhension ou peut-être plus...»

Les directions du parti et les directions syndicales dans les «grosses usines» sont désormais concernées par la vérification. Le bureau du parti de l'usine Renault est doublement fautif : non seulement 5 de ses membres seraient des repris de justice, des condamnés de droit commun mais d'autre part «8 ou 9 camarades membres de ce bureau de l'usine sont des techniciens». Les Amis de l'URSS font l'objet d'une attention particulière tant l'association est soupçonnée



47. Après la brochure *Brochette d'agents provocateurs* publiée en 1931, la première «Liste noire des provocateurs, voleurs, escrocs et traîtres chassés des organisations révolutionnaires de France» (non datée) paraît vers la fin 1932. La dernière (janvier 1939) porte le numéro 11. Une nouvelle série paraîtra pendant la guerre.

48. Il s'agit des questions 40 et 41, la question 42 concernant les doriotistes et la question 43 sur les éventuelles relations avec Ferrat et le groupe «Que faire».

49. Albert O. Hirschman, *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Paris, Les Éditions ouvrières, Éditions Économie et Humanisme, 1972. Sur l'application de ces catégories à l'économie des rétributions du militantisme, cf. Daniel Gaxie, «Économie des partis et rétributions du militantisme», *Revue Française de Science Politique*, n°1, février 1977. Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987, p.77-81. Cf. Claude Pannetier, Denis Peschanski, «Partir, se taire, rester : le choix des élus de la Seine» dans *Le parti communiste français des années sombres* (sous la dir. de Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost, Jean-Pierre Rioux), Paris, Le Seuil, 1986.

de comprendre des éléments provocateurs. «Le clan Doriot», dont les troupes sont des «éléments déclassés, lumpen-prolétariat, chômeurs» auxquels s'ajoutent des «petits commerçants, techniciens, intellectuels», est attentivement surveillé.

Maurice Tréand alerte contre le danger de «déviation» lié à l'entrée massive dans le Parti communiste de francs-maçons qu'il s'agit de maintenir à des postes subalternes.

«Nous réagissons aussi contre la poussée des intellectuels dans le parti. Nous sommes assez vigilants contre ce Comité de vigilance des intellectuels. Nous réagissons contre la montée des instituteurs dans nos cadres de direction des régions de province. Ce n'est pas un hasard que les deux régions dont nous avons liquidé les directions dans cette dernière période avait à leur tête deux instituteurs Geoffroy dans les Charentes et Copin dans le Jura qui sont tous deux des trotskistes».

L'histoire du contrôle biographique, des années vingt à la fin des années trente, épouse l'évolution progressive du Parti communiste vers une «institution totale ouverte», ce qui suppose la substitution progressive des élites politiques et syndicales ouvrières d'avant-guerre par une élite partisane entièrement formée par le parti lui-même. Ce resserrement de l'élasticité de l'organisation, c'est-à-dire de l'institution comme champ de positions non seulement diverses mais plus ou moins conflictuelles, se justifie au nom d'une «herméneutique cryptique» qui a de nombreux effets : elle tend à assimiler tout désaccord à une provocation «policière», elle crée presque de toute pièce un climat d'insécurité psychologique et de suspicion, elle conduit à édifier d'intangibles barrières entre «eux» et «nous», elle suppose une homogénéité sociale partisane fondée sur des militants de moins en moins dotés de ressources propres (scolaires, sociales, financières, militantes). C'est précisément cette évolution, en ce qu'elle interdit la manifestation explicite de la divergence d'opi-

nion ou du doute, qui donne au for intérieur des militants une place désormais stratégique dans l'histoire du parti communiste. L'interdit sur la «voice» (prise de parole) comme étape entre «loyalty» (fidélité) et «exit» (défection), pour reprendre les catégories d'Albert O. Hirschman⁴⁹, l'individuation qu'il suppose du rapport au parti politique, ne peuvent être sans effet sur des militants livrés à leur seul «quant-à-soi». L'analyse des modes d'appropriation des schémas d'autobiographie apparaît dès lors comme l'une des rares voies par lesquelles l'analyste, après le censeur, peut tenter d'en percevoir l'écho parfois étouffé.